



CONSEIL INTERNATIONAL DES BOIS TROPICAUX

COMITÉ DES FINANCES
ET DE L'ADMINISTRATION

Distr.
GÉNÉRALE

CFA(XXXIV)/8
1er novembre 2019

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

TRENTE-QUATRIÈME SESSION
Du 2 au 7 décembre 2019
Lomé (Togo)

DEMANDE DE «DISPENSE D'OBLIGATION» DE LA PART DU LIBÉRIA

1. Le 20 décembre 2018, l'OIBT a reçu du Gouvernement du Libéria une lettre (jointe en annexe 1) demandant que ses arriérés au titre des exercices 1990 à 2017, qui s'élèvent à 753 037,80 \$EU, soient radiés en raison de l'incapacité du Gouvernement libérien de régler cette somme pour raison de Force majeure que constituent «quatorze années de guerre civile». Le Gouvernement du Libéria s'était parallèlement engagé à acquitter les arriérés courants, d'un montant de 70 797,00 \$EU, qui couvrent l'exercice 2018.

2. La position actuelle du Libéria par rapport au Budget administratif, qui figure en annexe 2, indique un montant débiteur s'élevant au total à 894 587,80 \$EU, somme qui inclut les arriérés correspondant à l'exercice 2019 se chiffrant à 70,753.00 \$EU. Le Gouvernement du Libéria avait précédemment, en 2006, demandé à être exonéré de son obligation, demande qui avait été examinée par le CFA (voir les extraits pertinents du rapport du CFA contenus dans l'annexe 3). En conséquence, avait été adoptée en 2007 la Décision 5(XLIII) qui appliquait l'article 33 de l'AIBT de 1994 se rapportant aux «Dispenses». Le seul autre exemple où la «Dispense d'obligations» de l'AIBT a été appliquée, en réponse à une demande transmise en 2015 de la part de la République centrafricaine, avait donné lieu à la Décision 8(LIII) (contenue à l'annexe 5) que le Conseil a adoptée en 2017.

3. En application de l'article 30 de l'AIBT de 2006 se rapportant aux «Dispenses», le Comité pourra examiner si la présente demande relève de «circonstances exceptionnelles, de situations d'urgence ou de raisons de force majeure qui ne sont pas expressément envisagées dans le présent Accord», et formule une préconisation au Conseil, le cas échéant de «dispenser un membre d'une obligation prescrite par le présent Accord si les explications données par ce membre le convainquent quant aux raisons qui l'empêchent de respecter cette obligation.» Toute recommandation devra également «préciser les modalités, les conditions, la durée, et les motifs pour lesquels la dispense est accordée.»

4. Outre l'article 30 de l'AIBT de 2006, il convient également de noter que la Décision 7(XXXIII) (contenue en annexe 6) prévoit aussi un mécanisme de radiation d'arriérés en autorisant le Directeur exécutif à «déduire, sur une base annuelle, un cinquième des arriérés constitués sur la période 1986-1996 pour tout membre qui ne compte aucun arriéré de contribution au Budget administratif de l'exercice 2002, ni à celui d'aucun exercice postérieur».

Annexe 1 – Lettre du Libéria

RÉPUBLIQUE DU LIBÉRIA AUTORITÉ DE DÉVELOPPEMENT DES FORÊTS (FDA)

Office du Directeur général

Réf: MD/181/2018/-2

Le 20 décembre 2018

À l'attention de
M. Gerhard Dieterle
Directeur exécutif
Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT
International Tropical Organization Center
Yokohama (Japon)

C'est pour moi un honneur et un plaisir de vous présenter mes compliments et sentiments de grande estime et de vous transmettre les salutations de la part du Gouvernement du Libéria, au nom de l'Autorité de développement des forêts (FDA) et du Gouvernement et du peuple du Libéria.

Comme nous le savons tous, la gestion durable des forêts joue un rôle significatif s'agissant de valoriser le développement socio-économique et d'améliorer les moyens d'existence des populations, en particulier ceux de la majeure partie des communautés tributaires des forêts pluviales tropicales. Nous savons également que réaliser la gestion durable des forêts exige un effort international à travers l'élaboration et la mise en œuvre de politiques intergouvernementales de gestion durable des forêts. L'on ne saurait donc trop souligner l'importance d'ancrer l'OIBT au cœur de ce rêve.

Le Gouvernement du Libéria, en tant que pays producteur membre de l'OIBT de bonne foi, apprécie vivement les contributions significatives de l'OIBT en vue de la réalisation de la gestion durable des forêts. Pour n'en nommer que quelques-unes, l'OIBT a attribué des bourses à nombre de nos jeunes forestiers professionnels qui leur ont permis de suivre des programmes de formation supérieure dans des universités à l'étranger; a financé les projets de terrain PD 507/08 REV.1 (F) «Élaboration d'une politique nationale de reboisement et d'une stratégie de boisement»; et PD 508 «Rénovation d'un campus FTI et révision de son programme».

L'autorité de développement forestier (FDA), l'organisme gouvernemental qui est en charge de la gestion durable de toutes les surfaces forestières du Libéria, qu'elles soient privées, publiques ou communautaires, a été instauré en 1976 par un acte législatif. Nous avons repris l'administration de cette entité (la FDA) en tant que Directeur général après le transfert pacifique de pouvoir qui a suivi les élections générales et législatives de 2017 au Libéria.

Au nom du Gouvernement du Libéria, nous tenons à assurer l'OIBT de notre engagement envers la mise en œuvre de la gestion durable des forêts au Libéria, qui constitue une priorité de l'exécution du **Programme en faveur des pauvres** de notre Gouvernement.

Dans la mesure où le gouvernement représente la continuité, nous reconnaissons que nos arriérés de contribution au budget administratif de l'OIBT pour les exercices précédents s'élèvent à **753 037,80 \$EU** et que les arriérés de l'exercice courant s'élèvent à **70 797,00 \$EU**. Toutefois, il convient de rappeler que l'incapacité du Gouvernement libérien à régler ces arriérés relève d'une situation de **force majeure que représentent «14 années de guerre civile»**,

lesquelles ont dilapidé tant les ressources humaines que les produits forestiers qui ont été utilisés pour alimenter la guerre et les seigneurs de guerre au détriment des Libériens.

À ce sujet, nous avons le plaisir en tout honneur d'appeler, au nom du Gouvernement et du peuple du Libéria et par le truchement de notre honorable organisme, l'OIBT à radier les arriérés de la période 1990-2017, tandis que nous nous engageons à acquitter les arriérés courants couvrant la période de 2018, dont le montant s'élève à **70 797,00 \$EU**.

Une fois encore, permettez-moi de rassurer l'OIBT quant à notre engagement résolu à mettre en œuvre les objectifs de la gestion durable des forêts au Libéria et ailleurs et à régler les arriérés de contribution au budget qui sont en souffrance.

Respectueusement soumis au nom du Gouvernement du Libéria.

L'honorable C. Mike Dorien

[signature manuscrite]

Directeur général de la FDA-Libéria

Annexe 2 – Position de la contribution du Libéria au budget administratif

ORGANISATION INTERNATIONALE DES BOIS TROPICAUX									
POSITION DE LA CONTRIBUTION DES MEMBRES AU BUDGET ADMINISTRATIF Y COMPRIS LES INTÉRÊTS IMPUTÉS PRÉLEVÉS SUR LES CONTRIBUTIONS TARDIVES TEL QUE STIPULÉ AU PARAGRAPHE 7E DE L'ARTICLE 19 DE L'AIBT DE 1983 (en dollars des États-Unis)									
MEMBRE:	LIBÉRIA								
POSITION AU:	1er novembre 2019								
EXERCICE	CONTRIBUTION				INTÉRÊTS				MONTANT TOTAL D'U
	Quote-part	Versée	Radiée a/	Solde	Imputés	Versés	Déc.7(XXXIII) Radiés	Solde	
ITTA, 1983									
Exercice initial (1986)	4,375.00	4,375.00	0.00	0.00	218.75	b/	N/A	N/A	0.00
Reliquat de 1986 (nov/déc)	4,369.00	4,369.00	0.00	0.00	227.55	b/	N/A	N/A	0.00
Premier semestre de 1987	14,994.00	14,994.00	0.00	0.00	687.23	b/	N/A	N/A	0.00
Second semestre de 1987	20,262.00	20,262.00	0.00	0.00	675.40	b/	N/A	N/A	0.00
Exercice 1988	35,937.00	35,937.00	0.00	0.00	748.69	b/	N/A	N/A	0.00
Exercice 1989	40,584.00	0.00	40,584.00	0.00	9,215.95	b/	N/A	N/A	0.00
Exercice 1990	46,450.00	0.00	35,404.20	11,045.80	9,038.41	b/	N/A	N/A	11,045.80
Exercice 1991	43,138.00	0.00	0.00	43,138.00	6,135.59	b/	N/A	N/A	43,138.00
Exercice 1992	41,637.00	0.00	0.00	41,637.00	3,625.89	b/	N/A	N/A	41,637.00
Exercice 1993	45,900.00	0.00	0.00	45,900.00	2,505.38	b/	N/A	N/A	45,900.00
Exercice 1994	47,600.00	0.00	0.00	47,600.00	1,408.17	b/	N/A	N/A	47,600.00
Exercice 1995	56,952.00	0.00	0.00	56,952.00	688.17	b/	N/A	N/A	56,952.00
Exercice 1996	57,680.00	0.00	0.00	57,680.00	120.17	b/	N/A	N/A	57,680.00
AIBT de 1994									
Exercice 1997 c/	51,975.00	15,592.50	36,382.50	0.00	N/A	N/A	N/A	N/A	0.00
Exercice 1998 c/	48,500.00	14,550.00	33,950.00	0.00	N/A	N/A	N/A	N/A	0.00
Exercice 1999 c/	51,525.00	15,457.50	36,067.50	0.00	N/A	N/A	N/A	N/A	0.00
Exercice 2000 c/	56,000.00	16,800.00	39,200.00	0.00	N/A	N/A	N/A	N/A	0.00
Exercice 2001 c/	57,250.00	17,175.00	40,075.00	0.00	N/A	N/A	N/A	N/A	0.00
Exercice 2002	57,200.00	57,200.00		0.00	N/A	N/A	N/A	N/A	0.00
Exercice 2003 d/	60,320.00	12,064.00	48,256.00	0.00	N/A	N/A	N/A	N/A	0.00
Exercice 2004 d/	63,312.00	12,662.40	50,649.60	0.00	N/A	N/A	N/A	N/A	0.00
Exercice 2005 d/	70,320.00	14,064.00	56,256.00	0.00	N/A	N/A	N/A	N/A	0.00
Exercice 2006	67,650.00	67,650.00	N/A	0.00	N/A	N/A	N/A	N/A	0.00
Exercice 2007	69,412.00	69,412.00	N/A	0.00	N/A	N/A	N/A	N/A	0.00
Exercice 2008	68,950.00	68,950.00	N/A	0.00	N/A	N/A	N/A	N/A	0.00
Exercice 2009	72,100.00	72,100.00	N/A	0.00	N/A	N/A	N/A	N/A	0.00
Exercice 2010	82,030.00	82,030.00	N/A	0.00	N/A	N/A	N/A	N/A	0.00
Exercice 2011	97,821.00	97,821.00	N/A	0.00	N/A	N/A	N/A	N/A	0.00
AIBT de 2006									
Exercice 2012	105,392.00	105,392.00	N/A	0.00	N/A	N/A	N/A	N/A	0.00
Exercice 2013	116,907.00	0.00	N/A	116,907.00	N/A	N/A	N/A	N/A	116,907.00
Exercice 2014	83,969.00	0.00	N/A	83,969.00	N/A	N/A	N/A	N/A	83,969.00
Exercice 2015	89,403.00	0.00	N/A	89,403.00	N/A	N/A	N/A	N/A	89,403.00
Exercice 2016	81,125.00	0.00	N/A	81,125.00	N/A	N/A	N/A	N/A	81,125.00
Exercice 2017	77,681.00	0.00	N/A	77,681.00	N/A	N/A	N/A	N/A	77,681.00
Exercice 2018	70,797.00	0.00	N/A	70,797.00	N/A	N/A	N/A	N/A	70,797.00
Exercice 2019	70,753.00	0.00	N/A	70,753.00	N/A	N/A	N/A	N/A	70,753.00
TOTAL:	\$2,130,270.00	\$818,857.40	\$416,824.80	\$894,587.80	\$35,295.35	b/	\$0.00	\$0.00	\$894,587.80

a/ Montants radiés pour la période 1986-1996 en application de la Décision 7(XXXIII); et pour les périodes 1997-2001 et 2003-2005 en application de la Décision 5(XLIII).

b/ Des intérêts imputés d'un montant total de 35 295,35 \$EU d'intérêts ont été radiés en application de la Décision 5(XLIII).

c/ Les contributions pour la période 1997-2001 ont été réduites de 70% en application du point 2 de l'annexe à la Décision 5(XLIII), à acquitter avant le 30 juin 2009 (échéance prorogée lors du C

d/ Les contributions pour 2003-2005 ont été réduites de 80% en application du point 3 de l'annexe à la Décision 5(XLIII), à acquitter avant le 30 juin 2010 (échéance prorogée lors du CIBT-XLIV).

Annex 3 – CFA Report Excerpts Relating to Liberia’s 1st Request for Relief from Obligations

[CFA Report at its 17th Session, Brazzaville, Congo, June 2005]

(b) Debt Relief for Member Governments in Dire Economic Situations due to Prolonged Civil Wars

1. The Chairman again recalled that the IAG requested the Committee to deliberate on the issue of debt relief for Liberia and the Democratic Republic of Congo in view of their dire state of economy as a result of prolonged civil wars.

2. The Committee considered the application of Article 33 “Relief from Obligations” of the ITTA, 1994, as well as the ITTC Decision 7(XXXIII) on write-off arrears of contributions and acceptance of project proposals for evaluation by the Expert Panel and their subsequent approval by the Council on the recommendations of the respective Committees.

3. The Committee decided to recommend to the Council that if a formal declaration was received by these Members of the application of *force majeure*, with documented justifications, it should consider the whether to apply the provisions of Article 33 of the ITTA, 1994.

.....

Item 13: Recommendations to the International Tropical Timber Council

4. The Committee decided to make the following recommendations to the Council:

(1)

(2); and

(3) To recommend that if a formal declaration was received by the Governments of Liberia and Democratic Republic of the Congo, of the application of *force majeure* with documented justifications, it should consider whether to apply Article 33 of the ITTA, 1994.

[CFA Report at its 20th Session, Yokohama, Japan, November 2006]

Item 13: Other Business

A. Debt Relief Request by the Government of Liberia

5. The Chairman recalled that the IAG had requested the Committee to deliberate on the request from the Government of Liberia of the debt relief in the amount of US\$999,288.35 and invited the Secretariat to elaborate further.

6. The Secretariat informed that the Committee earlier at the Seventeenth Session of the CFA held in Brazzaville, Republic of Congo, in June 2005, after deliberating on the issue of “debt relief for Member Governments in dire economic situations due to prolonged civil wars”, recommended to the Council that “if a formal declaration was received by the Governments of Liberia and Democratic Republic of the Congo, of the application of *force majeure* with

documented justifications, it should consider whether to apply Article 33 of the ITTA, 1994.” Consequent to this recommendation, the Government of Liberia had submitted a formal request (in the form of a Draft Decision) to write off their debt to the Administrative Budget until the end of 2006, in the total amount of US\$999,288.35.

7. The Secretariat stated that to date there is no precedent in the Organization for debt relief other than what is provided under Decision 7(XXXIII), Annex I, Part C, paragraph 1, which stated that: “The Executive Director is authorized to write off, on an annual basis, one-fifth of a Member’s arrears of the period 1986-1996 for any member which has no arrears in its contributions to the Administrative Budget in respect to its obligations related to the year 2002 and beyond. The Secretariat will not process projects and pre-projects proposals submitted by Members with cumulative arrears to the Administrative Account beginning from 2002 which are equal to or in excess of three times the Member’s annual assessed contribution in the year the proposals are submitted”. Since 2002 to date, arrears of contributions of four Members for a total amount of US\$743,097.39 had been written off. The Secretariat added that in May 2005, an ITTO Technical Country Mission to Liberia was conducted, the report of which is available in the ITTO website. However, Liberia has not been able to take advantage of the recommendations contained in the Mission Report in preparing Project proposals, since in view of their arrears they are not eligible to submit Projects to the Organization in accordance with Decision 7(XXXIII).

8. The representative of Ghana, on behalf of the Government of Liberia, stated that Liberia had gone through a real crisis for many years and is only now in the process of recovery and reconstruction. However, in view of its dire economic situation it is not able to pay the arrears in contributions and accordingly implored on the Committee for the recommendation of the debt relief. The Republic of Congo also supported the proposal.

9. The representatives of the European Community, Japan and the United States of America while expressing their sympathy with the desperate state of affairs in Liberia, nevertheless, observed that a complete write off of the debt would not be in the best interest of the Organization. The representatives, seconded also by Brazil, instead requested that the Government of Liberia be contacted with a view to reaffirm its commitments to the Organization, establish conditions with a view to reincorporate with ITTO, work out a repayment plan, and propose rescheduling the payments of its arrears, while meeting its obligations from 2007 onwards. The representatives of the European Community and the United States of America also suggested taking into account recent measures taken by the United Nations, the European Community and others to recognize ongoing Liberian reforms and to promote economic recovery through the lifting of sanctions on Liberian timber exports.

10. The Committee decided to recommend to the Council that the Secretariat urgently initiate consultations with the Government of Liberia (GOL) with a view to:

- (a) ensuring as far as is possible that a member of the GOL attends the next Council Session to provide relevant information on the debt relief request;
- (b) gathering information from the GOL that allows for the updating of the information available as a result of the ITTO Country Mission held in 2005;
- (c) determining on the basis of the contact held with GOL, the need for another technical Country Mission; and
- (d) exploring the possibility of full participation of GOL in the activities of the ITTO under the ITTA, 1994, and gathering information on the intention of GOL regarding its ratification of the ITTA, 2006.

11. The Committee also decided to re-visit this matter on the basis of the information obtained in the contact with the GOL.

[CFA Report at its 21st Session, Port Moresby, PNG, June 2007]

Item 10: Debt Relief Request by the Government of Liberia

12. The Secretariat informed that further to the recommendations of the Committee on Finance and Administration in November 2006, a member of the Secretariat (Mr. Mahboob Hasan, Finance/Administrative Officer) visited Monrovia, Liberia, during 11-13 April 2007, with a view to addressing the various requests of the Committee. The report of the visit by the ITTO Official was made available to the Committee.

13. The Secretariat summarized the outcomes of the meetings and discussions held in Monrovia as follows:

- a) The Government of Liberia confirmed that Hon. John T. Woods, Managing Director, Forestry Development Authority, Liberia (as head of the delegation) and Mr. Bleddee V. Dagbe, Manager, Forestry Development Authority (as member of the delegation) would attend the Forty-second Session of the ITTC scheduled to be held from 7 to 12 May 2007, in Port Moresby, Papua New Guinea;
- b) The Government of Liberia confirmed its intention to actively participate in ITTO activities and on 7 May 2007 made a payment in the amount of US\$67,650 to settle its arrearage to the ITTO Administrative Budget for the year 2006. Liberia also promised to provide information supporting its request for the debt relief, at the Forty-second Session of the ITTC;
- c) On 12 April 2007, the Forestry Development Authority (FDA) had requested the relevant Ministry for the approval of and accession to the ITTA, 2006, and is confident that the process would be completed in May 2007;
- d) Since the ITTO Diagnostic mission report on Liberia that was published in June 2005, considerable developments have taken place. As part of the post-conflict reconstruction efforts in Liberia, the World Bank is financing a number of activities in support of the Forestry Sector. The activities are contributing to the multi-donor Liberia Forest Initiative (LFI). The LFI is an informal partnership between the Government of the United States of America, World Bank, European Commission, Conservation International, Environmental Law Institute, IUCN and several Liberian NGOs, working together with the FDA to increase transparency and accountability of forest management. The impressive developments since the ITTO Diagnostic mission are mainly with regard to reforms, policy works and preparation of regulations; and
- e) In view of the developments that have already taken place in the forestry sector through the LFI, the FDA is of the opinion that another ITTO Technical Mission, albeit in a smaller scale, might be appropriate, more appropriately with a view to develop relevant project proposals.

14. The representative of Liberia, Hon. John T. Woods, Managing Director, Forestry Development Authority, Liberia, made a detailed presentation on the current economic status of

Liberia, the on-going reconstruction and recovery process including in the forestry sector and the valuable assistance provided by a number of countries and the international institutions in the process. He reconfirmed the commitment of the Government of Liberia to actively participate in the activities of ITTO, both under the current ITTA, 1994 and in the future ITTA, 2006. He recalled the recent settlement of the contribution to the Administrative Budget of 2006 and confirmed their intention to settle that of 2007 in the near future, and urged the Committee to recommend to the Council for the writing off the arrears of the earlier years in the amount of \$999,288.35 incurred during the conflict years.

15. A number of representatives from the European Union informed the Committee that it would need to consult with their relevant ministries and accordingly, would be able to express their views regarding the request for writing off of the debt at the next Session.

16. In response to the clarifications sought by the representatives of Japan and Switzerland, the Secretariat informed the Committee that a proposed decision of the Government of Liberia was made subsequent to the recommendation of the of the CFA at its Seventeenth Session held in Brazzaville in June 2005, and was approved by the Council. The recommendation was as follows:

“To recommend that if a formal declaration was received by the Government of Liberia and Democratic Republic of the Congo, of the application of *force majeure* with documented justifications, it should consider whether to apply Article 33 of the ITTA, 1994.”

17. The Chairperson concluded that the Committee was impressed by the progress made by the Government of Liberia, including the implementation of various measures for the recovery of the forestry sector on the basis of the national forestry policy and implementation strategy. Furthermore, he added that the four recommendations of the Committee made at its Twentieth Session had been met satisfactorily, and another technical country mission was not considered necessary.

Item 13: Recommendations to the International Tropical Timber Council

18. The Committee decided to make the following further recommendations to the Council, taking note of the recent settlement by the Government of Liberia of the contributions to the Administrative budget for the year 2006:

- i. To encourage the Government of Liberia to settle their contribution for the year 2007 as soon as possible;
- ii. To conclude that the provisions under Article 33 of ITTA, 1994, “Relief from obligations” are applicable;
- iii. To waive immediately the interest charged to the Contributions in arrears during the period from 1986 to 1996 in the amount of \$35,295.35;
- iv. To request the Government of Liberia to develop a proposal to reschedule the outstanding arrears for the years 1989-2005 in the amount of \$896,343.00. This proposal will include a clear time horizon and could include the possibilities to make full use of the provisions under Decision 7 (XXXIII), Annex I, paragraph 1 of Part C – “Measures Regarding Arrears to the Administrative Account”, and a possible discount mechanism, and could also take into account the exceptional

circumstances which existed from mid-2003 to mid-2006, during which period Liberia did not earn revenues in the absence of tropical timber trading;

- v. To request the Executive Director to assist the Government of Liberia in developing such a proposal;
- vi. To adopt at its Forty-third Session a rescheduling plan for the settlement of the arrears on the basis of the proposal of the Government of Liberia; and
- vii. To make Liberia eligible for the funding for Projects and Pre-projects, provided that the settlement of the contributions to the Administrative Account are not in arrears from 2007 onwards.

[CFA Report at its 22nd Session, Yokohama, November 2007]

Item 9: Debt Relief Request by the Government of Liberia

19. The Vice-Chairperson recalled that at its Twenty-first Session held in Papua New Guinea, a number of recommendations were made regarding the debt relief request by the Government of Liberia, which was subsequently approved by the Council. Following one of the recommendations to develop a proposal to reschedule the outstanding arrears to the administrative budgets for the years 1989-2005 in the amount of \$896,343.00, the Government of Liberia proposed a Decision and it was circulated to the Members in early September 2007. The Chairperson also informed that noting the advice of Informal Advisory Group, the Council on Monday, 5 November 2007, had requested the Committee to deliberate on the proposed Decision and make recommendations.

20. The Vice-Chairperson concluded that the Committee expressed great sympathy to the current situation in Liberia, and was impressed by the progress made by the Government of Liberia, including the settlements of the Administrative contributions for the years 2002, 2006 and 2007, and in the implementation of various measures for the recovery of the forestry sector on the basis of the national forestry policy and implementation strategy.

21. The Committee decided to recommend to the Council for the approval of the draft Decision on "Application of Article 33 of ITTA, 1994 (Relief from obligations) to the Government of Liberia, including the payment plan to reschedule the outstanding arrears of the Government of Liberia to the Administrative Budget", as shown in the Annex to the draft Decision.

[CFA Recommendation to the Council]

- (1) To approve the draft Decision on "Application of Article 33 of ITTA, 1994 (Relief from obligations) to the Government of Liberia", including the payment plan to reschedule the outstanding arrears of the Government of Liberia to the Administrative Budget, as shown in the Annex to the draft Decision;

[CFA Report at its 23rd Session, Yokohama, November 2008]

22. The representative from Liberia informed the Committee that his Government has made its utmost effort in making payments of its contributions to the Administrative Budgets for the financial years 2006, 2007 and 2008 as well as payment of the arrearages for the years 1997 and 2002 in accordance with the payment plans set out in the Annex to Decision 5(XLIII). However, due to Liberia's national biennial fiscal budgets, the remaining balance of the arrearages in contribution for the financial years 1997-2001 of a total amount of US\$59,125.00

which should have been paid before the end of 2008 could not be processed in time. Liberia therefore requests the Council to defer this payment to the end of June 2009.

23. The representative from Liberia further informed the Committee that Liberia is committed to pay within 2009 its assessed contribution for the year 2009. However, he also requested the Committee to defer payment of the arrearages in contribution for the years 2003-2005 (in the amount of US\$38,790.40) to the end of June 2010 instead of before the end of 2009 as stipulated in the payment plans set out in item III of the Annex to Decision 5(XLIII). Other delegations commended the efforts of Liberia in meeting its obligations to the Organization. The Committee recommended that these requests be favorably considered and approved by the Council.

[CFA Recommendation to Council]

- (1) To extend the date limits for payment by Liberia of its reduced arrearages in contribution for the years 1997-2001 (in the amount of US\$59,125.00) and for the years 2003-2005 (in the amount of US\$38,790.40), as stipulated in items II and III of the Annex to Decision 5(XLIII), from 31 December 2008 to 30 June 2009 and from 31 December 2009 to 30 June 2010 respectively.

Annexe 4 – Décision 5(XLIII)



**CONSEIL INTERNATIONAL
DES BOIS TROPICAUX**

Distr.
GÉNÉRALE

ITTC(XLIII)/18
10 novembre 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

QUARANTE-TROISIEME SESSION
5-10 novembre 2007
Yokohama (Japon)

DECISION 5(XLIII)

**APPLICATION DE L'ARTICLE 33 DE L'AIBT DE 1994 (« DISPENSES »)
AU GOUVERNEMENT DU LIBERIA**

Le Conseil international des bois tropicaux,

Conscient que les paragraphes (1) et (2) de l'article 33 "Dispenses" de l'Accord international de 1994 sur les bois tropicaux énoncent : « 1. Quand des circonstances exceptionnelles, des situations d'urgence ou des raisons de force majeure qui ne sont pas expressément envisagées dans le présent Accord l'exigent, le Conseil peut, en procédant à un vote spécial, dispenser un membre d'une obligation prescrite par le présent Accord si les explications données par ce membre le convainquent quant aux raisons qui l'empêchent de respecter cette obligation. » et « 2. Le Conseil, quand il accorde une dispense à un membre en vertu du paragraphe 1 du présent article, en précise les modalités, les conditions, la durée et les motifs. »

Rappelant que le Conseil international des bois tropicaux, en sa trente-huitième session tenue à Brazzaville (République du Congo) en juin 2005 avait recommandé qu'au vu du caractère sinistré de l'économie au sortir d'une guerre civile prolongée qu'avait connu le Liberia, si une déclaration officielle était reçue du gouvernement du Liberia invoquant un cas de force majeure et accompagnée d'un dossier de pièces justificatives, il devrait envisager d'appliquer l'article 33 de l'Accord de 1994 sur les bois tropicaux ;

Prenant acte de ce que le gouvernement du Liberia, par une lettre de son ministre des Affaires étrangères en date du 30 mai 2006, a indiqué qu'il sortait d'un conflit prolongé et que le pays avait connu quatorze années de guerre civile, laquelle ayant empêché le secteur forestier de s'acquitter de ses obligations financières envers l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) et d'autres organisations internationales ; a évoqué la possibilité que l'OIBT fournisse une assistance technique et financière au secteur forestier du Liberia si le Conseil international des bois tropicaux lui accordait un allègement de sa dette ; et a sollicité du Conseil international des bois tropicaux qu'il entame une discussion sur la radiation de la dette du Liberia et qu'il exonère sans condition le gouvernement du Liberia de ses obligations financières afin de pouvoir envisager l'avenir ;

Rappelant aussi que le Conseil international des bois tropicaux, en sa quarante et unième session tenue à Yokohama (Japon) en novembre 2006, a décidé que le Secrétariat entame des consultations avec le gouvernement du Liberia et qu'il effectue une visite aux autorités compétentes à Monrovia en vue de :

- (a) faire en sorte que, dans la mesure du possible, un membre du gouvernement du Liberia soit présent à la session suivante du Conseil afin d'y communiquer des renseignements utiles sur la demande d'allègement de sa dette ;
- (b) recueillir des informations auprès du gouvernement du Libéria devant permettre d'actualiser celles dont on dispose grâce à la mission OIBT menée dans ce pays en 2005 ;
- (c) déterminer, à l'issue du contact avec le gouvernement du Libéria, la nécessité d'une autre mission technique dans le pays ; et

- (d) explorer la possibilité d'une pleine participation du gouvernement du Libéria aux activités de l'OIBT dans le cadre de l'Accord international de 1994 sur les bois tropicaux, et s'enquérir de l'intention du gouvernement du Libéria de procéder à sa ratification de l'AIBT de 2006.

Rappelant en outre les recommandations du Comité financier et administratif en sa vingt et unième session lors de la quarante-deuxième session du Conseil international des bois tropicaux à Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée) en mai 2007, relatives à la demande précédente du gouvernement du Liberia visant un renoncement à sa dette pour la période 1986-2006 en invoquant l'article 33 de l'Accord international de 1994 sur les bois tropicaux ; et la conclusion du Comité selon laquelle les quatre préconisations du Comité financier et administratif en sa douzième session de novembre 2006 à Yokohama (Japon) avaient été dûment suivies d'effet ;

Rappelant de plus que le Comité financier et administratif, en sa vingt et unième session, a conclu que les dispositions de l'article 33 de l'Accord international de 1994 sur les bois tropicaux sont applicables au gouvernement du Liberia ;

Notant aussi la recommandation du Comité financier et administratif, émise en sa vingt et unième session, selon laquelle le gouvernement du Liberia devienne admissible au financement de projets et avant-projets à condition que le règlement de ses contributions au Compte administratif ne soit grevé d'aucun arriéré à compter de 2007 ;

Se félicitant de ce que, à l'issue de prudentes délibérations, le Comité financier et administratif ait préconisé en sa quarante-deuxième session à Port Moresby (Papouasie-Nouvelle-Guinée)

- a) de renoncer immédiatement aux montants d'intérêts constitués sur les quotes-parts de contributions de 1986 à 1996, totalisant US\$ 35 295,35,
- b) que le gouvernement du Libéria dépose un échéancier du versement de ses quotes-parts de contribution des exercices 1989 à 2001,
- c) que le gouvernement du Libéria règle ses quotes-parts de contribution des exercices 2002, 2006 et 2007 avant la session du Conseil devant se tenir à Yokohama (Japon) en novembre 2007 ;

Reconnaissant le souhait du Conseil international des bois tropicaux de faciliter et de solliciter des financements et une assistance technique pour le secteur forestier du Liberia lorsqu'il sera parvenu à un consensus sur un rééchelonnement de la dette du gouvernement du Liberia ;

Prenant acte du fait que le gouvernement du Liberia, suite aux recommandations du Conseil international des bois tropicaux en sa quarante-deuxième session, a acquitté ses contributions au Budget administratif des exercices 2002 (US\$ 57 200,00), 2006 (US\$ 67 650,00) et 2007 (US\$69 412,00), pour un total de US\$ 194 262,00 ;

Reconnaissant aussi que pendant la période de 2003 à 2005 le gouvernement du Liberia n'a tiré aucune recette fiscale du commerce des bois tropicaux ;

Décide de:

1. confirmer que, à l'issue d'une analyse minutieuse de la situation afférente aux obligations du gouvernement du Liberia dans le cadre de l'Accord international de 1994 sur les bois tropicaux, et prenant compte le fait que le gouvernement du Liberia s'est plié aux exigences que lui avait posées le Conseil international des bois tropicaux, les dispositions de l'article 33 de l'Accord international de 1994 sur les bois tropicaux s'appliquent au gouvernement du Liberia ;
2. rééchelonner les arriérés des exercices 1989-2005 s'élevant à US\$ 896 343,00, selon les modalités exposées dans le plan de règlement (voir annexe);
3. confirmer qu'à l'effet de la présente décision, le Liberia devient admissible aux financements de projets et avant-projets ;
4. restaurer les droits de vote du gouvernement du Liberia dès le versement de ses contributions des exercices 1997 à 2001 et celle l'exercice 2008, selon les modalités exposées à la sous-section II de l'annexe à la présente ; et

5. suivre l'application de la présente Décision en fonction des éléments que communiquera le gouvernement du Liberia.

Annexe

**PLAN DE REECHELONNEMENT DES ARRIERES IMPAYES
DU GOUVERNEMENT DU LIBERIA AU BUDGET ADMINISTRATIF DE L'OIBT**

- I. Aux termes des dispositions de la Décision 7 (XXXIII) Annexe I, sous-section 1 de la partie C, lorsque les obligations des exercices 2002 et au-delà seront apurées, la somme totale des quotes-parts du gouvernement du Liberia pour les exercices 1989 à 1996, s'élevant à US\$ 379 941,00, sera radiée sur une période de cinq ans ;
- II. Compte tenu des circonstances exceptionnelles qu'a connues le Liberia, telles qu'évoquées *supra*, les quotes-parts des exercices 1997 à 2001, soit au total US\$ 265 250,00, seront réglées à hauteur de 30 %, soit un total de US\$ 79 575,00, à verser par le gouvernement du Liberia durant l'année 2008, en sus de sa quote-part au Compte administratif pour 2008, après quoi il se verra dégagé de ses obligations relatives au solde de ses quotes-parts des exercices 1997 à 2001 ;
- III. Au vu des circonstances exceptionnelles qu'à connues le Liberia, telles qu'évoquées *supra*, et compte tenu du fait que de 2003 à 2005 le gouvernement n'a tiré aucune recette fiscale du commerce des bois tropicaux, les quotes-parts des exercices 2003 à 2005, soit au total US\$ 193 952,00 seront réglées à hauteur de 20 %, soit un total de US\$ 38 790,40 à verser par le gouvernement du Liberia avant la fin de 2009, en sus de sa quote-part au Compte administratif pour 2009, après il se verra dégagé de ses obligations relatives au solde de ses quotes-parts des exercices 2003 à 2005 ; et
- IV. Les quotes-parts au Compte administratif dues par le gouvernement du Liberia ont pour échéance le 1^{er} janvier de l'année civile de l'exercice visé, et la Décision 7 (XXXIII) prévoit la possibilité d'accorder un abattement sur les sommes dues si la quote-part est versée en intégralité dans les quatre mois suivant l'échéance.

Annexe 5 – Décision 8(LIII)



**CONSEIL INTERNATIONAL
DES BOIS TROPICAUX**

Distr.
GÉNÉRALE

ITTC(LIII)/21
2 décembre 2017

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CINQUANTE-TROISIÈME SESSION
27 novembre – 2 décembre 2017
Lima (Pérou)

DÉCISION 8(LIII)

**APPLICATION DE L'ARTICLE 30 DE L'AIBT DE 2006 (DISPENSE D'OBLIGATIONS)
AU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

Le Conseil international des bois tropicaux,

Tenant compte de ce qu'il est énoncé aux paragraphes (1) et (2) de l'article 30 de l'Accord international sur les bois tropicaux de 2006, «Dispense d'obligations»: «1. Quand des circonstances exceptionnelles, des situations d'urgence ou des raisons de force majeure qui ne sont pas expressément envisagées dans le présent Accord l'exigent, le Conseil peut, en procédant à un vote spécial conformément à l'article 12, dispenser un membre d'une obligation prescrite par le présent Accord si les explications données par ce membre le convainquent quant aux raisons qui l'empêchent de respecter cette obligation,» et «2. Le Conseil, quand il accorde une dispense à un membre en vertu du paragraphe 1 du présent article, en précise les modalités, les conditions, la durée et les motifs,»

Reconnaissant que le Gouvernement de la République centrafricaine, par la lettre datée du 12 février 2015 que le Ministère des eaux, des forêts, de la chasse et des pêches a adressée au Conseil, indiquait que la République centrafricaine traversait une très grave crise militaire et politique, et qu'elle était confrontée à des difficultés financières pour acquitter ses arriérés de contributions dus à l'OIBT pour la période de 2005 à 2011, mais qu'elle était résolue à faire tout ce qui était en son pouvoir afin de contribuer à ses quotes-parts de contribution conformément à l'AIBT de 2006;

Rappelant que le Conseil international des bois tropicaux, en sa cinquante et unième session tenue à Kuala Lumpur (Malaisie) en novembre 2015, et en sa cinquante-deuxième session tenue à Yokohama (Japon) en novembre 2016, a reporté toute discussion sur cette question en raison du temps limité imparti qu'avait entraîné la dépréciation financière de l'OIBT;

Prenant en compte la circonstance exceptionnelle dans laquelle se trouve le Gouvernement de la République centrafricaine telle qu'elle est exposée dans sa lettre au Conseil;

Décide de:

1. Confirmer que, suite à une analyse minutieuse de la situation concernant les obligations du Gouvernement de la République centrafricaine dans le cadre de l'Accord international sur les bois tropicaux de 2006, les dispositions prévues à l'article 30 de l'Accord international sur les bois tropicaux de 2006 s'appliquent au Gouvernement de la République centrafricaine;
2. Radier les arriérés de contributions dus au titre des années 2005 à 2011 par le Gouvernement de la République centrafricaine, qui s'élèvent à un montant de 525 507,00 \$EU.
3. Faire savoir que cette dispense est accordée en raison de circonstances extraordinaires et ne saurait constituer un précédent à l'OIBT ou dans d'autres organisations internationales.

4. Prier instamment le Gouvernement de la République centrafricaine de verser son reliquat d'arriérés de contributions et prie de Secrétariat de définir un échéancier de paiement adapté permettant à la République centrafricaine de satisfaire à des obligations financières.

* * *

Annexe 6 – Annexe I à la Décision 7(XXXIII)

Partie C – Mesures concernant les arriérés de contribution au Compte administratif

1. Le Directeur exécutif est autorisé de déduire, sur une base annuelle, un cinquième des arriérés constitués sur la période 1986-1996 par tout Membre qui ne compte aucun arriéré de contribution au Budget administratif de l'exercice 2002, ni à celui d'aucun autre exercice postérieur; et
2. Le Secrétariat ne traitera pas les propositions de projets et d'avant-projets soumises par les Membres présentant des arriérés cumulés au Compte administratif qui, à partir de 2002, sont d'un montant égal ou supérieur à trois fois leur quote-part de contribution à l'exercice annuel dans lequel lesdites propositions sont soumises.